



Confédération Paysanne des Hautes-Pyrénées

Syndicat pour une Agriculture paysanne et la défense de ses travailleur·euses

A partir du 26 mai, les députés vont examiner en séance publique la proposition de loi censée "lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur" et pourtant rien dans ce texte sur les véritables problèmes que notre profession rencontre :

- **sur le revenu paysan ?**
- **les accords de libre échanges ?**
- **l'installation ?**
- **le renouvellement des générations ?**
- **la relocalisation ?**
- **la souveraineté alimentaire ?**

RIEN !

Au contraire, ce projet de loi est dangereux pour le monde agricole, l'agriculture paysanne, la biodiversité mais aussi pour tous les citoyens et leur santé :

De la ré-autorisation des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles à la modification des statuts de l'ANSES, de la levée des garde-fous sur les retenues d'eau ou la protection des zones de captage au détriment de la biodiversité à la fuite en avant sur l'industrialisation de l'élevage,

Tout dans cette loi est pour nous inacceptable !

L'avenir de l'élevage en France ne demande pas de construire des bâtiments de plus en plus grands. Les éleveurs ont besoin de revenu, de soutien dans l'exercice de leur métier, de prix garantis, d'outils d'abattage localisé et non de dispositions pour faciliter la production animale industrielle.

L'avenir de l'agriculture en France ne demande pas de loi dictée par la direction de la FNSEA qui n'est en rien représentative des besoins réels sur nos fermes :

Selon un sondage du collectif Nourrir, seuls 4 % des agriculteurs répondants se disent préoccupés par « l'interdiction et la réduction de l'usage des phytosanitaires », quand ils sont 21 % à s'inquiéter du dérèglement climatique.

62% des agriculteurs estiment que la transition écologique est une nécessité. 23% considèrent même qu'il s'agit d'une opportunité : le refus de la transition est donc largement minoritaire auprès des agriculteurs (15%).

L'alimentation est l'affaire de toutes et tous ! Ce que nous mangeons et comment nous le produisons ne doit pas nous être dicté par les lobbies de l'agro-industrie.

La FNSEA choisie une fois de plus de dégrader aux frais du contribuable et tente d'intimider les parlementaires pour obtenir un vote favorable. Ne cédon pas à ces pressions, ne les laissons plus prendre notre profession et la population en otage !





SAMEDI 24 MAI 2025
TARBES

RDV 15H COURS REYFFIE

ACTION PAYSANNE & CITOYENNE

POUR UNE SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
respectueuse de la biodiversité et des générations
futures

POUR L'AGRICULTURE PAYSANNE
Et pour des campagnes vivantes